



Le futur chancelier allemand promet de protéger Netanyahu du mandat d'arrêt de la CPI

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) conservatrice de Friedrich Merz a remporté les élections allemandes ce week-end, lui ouvrant la voie pour devenir le prochain chancelier du pays.

Par [The Cradle](#)

Mondialisation.ca, 24 février 2025

[The Cradle](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le futur chancelier allemand [a déclaré](#) le 24 février qu'il veillera à ce que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu puisse se rendre en Allemagne malgré le mandat d'arrêt délivré contre lui par la Cour pénale internationale (CPI).

"Au cas où il [Netanyahu] envisagerait de se rendre en Allemagne, je me suis promis que nous trouverions un moyen de nous assurer qu'il puisse visiter l'Allemagne et repartir sans être arrêté",

a déclaré Friedrich Merz, chef du parti conservateur de l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

La CDU de Merz a remporté les élections allemandes de dimanche, permettant à ce dernier de former un gouvernement de coalition et de devenir chancelier, à la suite d'Olaf Scholz du Parti social-démocrate libéral (SDU).

"Je pense que c'est une idée vraiment absurde qu'un Premier ministre israélien ne puisse pas se rendre en République fédérale d'Allemagne. Il sera en mesure de le faire",

a-t-il ajouté.

Dans une déclaration antérieure, le bureau de Netanyahu a déclaré que Merz a invité le Premier ministre israélien

"à effectuer une visite officielle en Allemagne, au mépris de la décision scandaleuse de la Cour pénale internationale de qualifier le Premier ministre de criminel de guerre".

En novembre, la CPI a émis des mandats d'arrêt contre Netanyahu et son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant pour avoir provoqué la famine des Palestiniens en imposant un "blocus total" à Gaza, bloquant l'entrée de vivres, d'eau et de carburant dans la bande de Gaza après le début de la guerre en octobre 2023.

Le Statut de Rome, le traité qui a créé la CPI, compte 124 États signataires sur six continents.

En vertu de ce Statut, les pays signataires sont légalement tenus d'exécuter les mandats d'arrêt de la CPI, mais plusieurs alliés européens d'Israël et des États-Unis refusent désormais de le faire, y compris d'anciens fervents partisans de la CPI, comme l'Allemagne.

La guerre d'Israël contre Gaza a tué au moins 48 000 Palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants, notamment à cause des bombardements massifs de zones civiles.

Des milliers d'autres sont portés disparus, ensevelis sous les décombres et présumés morts.

Les experts ont [estimé que](#) le nombre total de civils tués par la guerre d'Israël à Gaza pourrait finalement atteindre 186 000 ou plus, car les Palestiniens meurent de causes indirectes de la guerre.

Les maladies infectieuses, la malnutrition, la destruction des hôpitaux et l'assassinat de médecins et de personnel médical ont pour conséquence un taux de mortalité élevé parmi les Palestiniens de Gaza, même après la fin des bombardements meurtriers d'Israël.

Lien vers l'article original en anglais :
<https://thecradle.co/articles/future-german-chancellor-vows-to-shield-netanyahu-from-icc-arrest-warrant>

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)
Copyright © [The Cradle](#), [The Cradle](#), 2025

Articles Par : [The Cradle](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca